Sécuriser l’avenir

9 pistes de réflexion pour permettre à votre entreprise de s’adapter aux nouvelles politiques américaines

8 avril 2025

FASKEN
Traçons l’avenir

Préface

Raymond Chrétien
Associé | C.C. | Conseiller stratégique | Ex-ambassadeur du Canada aux États-Unis, au Mexique, en France, en Belgique et au Congo
+1 514 397 5230
rchretien@fasken.com

Éric Bédard
Associé et leader | Conseils stratégiques | Président du conseil d'administration de Montréal International
+1 514 397 4314
ebedard@fasken.com

Depuis l'assermentation de Donald Trump à titre de 47e président des États-Unis le 20 janvier dernier, l'incertitude et l'instabilité dominent. Les politiques commerciales protectionnistes de la nouvelle administration américaine affectent l'économie canadienne. Néanmoins, les États-Unis restent notre principal partenaire d'affaires, avec 79 % des exportations canadiennes dirigées vers ce marché. Les entreprises en activité au Québec doivent donc se préparer à affronter les nouvelles réalités qui se dessinent.

L'équipe Fasken, toujours à l'affût des développements récents, comprend les conséquences des décisions de l'administration Trump et est là pour vous conseiller afin de minimiser les risques, maintenir des relations d'affaires solides, saisir les opportunités et vous préparer à d'éventuels litiges commerciaux ou transfrontaliers.

Afin de vous aider à adapter vos pratiques d'affaires et à mieux cerner les conséquences juridiques de la situation politique sur votre entreprise, l'équipe Fasken a conçu le guide ***Sécuriser l'avenir : 9 pistes de réflexion pour permettre à votre entreprise de s'adapter aux nouvelles politiques américaines***. Celui-ci résume les principales interrogations de la communauté d'affaires et y répond en présentant les impacts des nouvelles politiques américaines, les opportunités qu'offrent ces dernières et des recommandations pour prendre des décisions éclairées.

Bonne lecture !

Raymond Chrétien et Éric Bédard

Ce guide ne constitue pas des conseils ou un avis juridique. Il est destiné à vous donner certaines indications générales qui devraient être suivies de conseils adaptés à votre situation particulière.

On vous écoute : 9 questions clés, 9 pistes de réflexion

01. Comment s'adapter aux nouvelles politiques commerciales américaines et aux potentiels tarifs douaniers ?

02. Comment adapter ses contrats commerciaux aux nouvelles politiques américaines ?

03. Comment renforcer la gouvernance de son entreprise face aux nouvelles réalités commerciales ?

04. Comment établir les relations de travail et d'emploi dans un contexte commercial en mutation ?

05. Comment se préparer aux changements dans les politiques d'immigration ?

06. Comment naviguer dans les incertitudes créées par les nouvelles politiques environnementales et énergétiques pour demeurer compétitif ?

07. Comment s'adapter aux nouvelles approches de l'administration américaine en matière de réglementation des technologies ?

08. Comment maintenir sa compétitivité face aux initiatives technologiques de l'administration Trump ?

09. Comment se préparer à d'éventuels litiges commerciaux et développer des stratégies de résolution de conflits transfrontaliers ?

N'oubliez pas de consulter la section *Les tarifs douaniers : vos questions - nos réponses.*

01. Comment s'adapter aux nouvelles politiques commerciales américaines ?

Les élections américaines de 2024 ont profondément influencé les relations commerciales internationales. Sous l'administration Biden, les États-Unis ont favorisé les partenariats commerciaux et les accords multilatéraux comme l'ACEUM. En revanche, la victoire de Donald Trump a marqué un retour à une politique commerciale plus agressive et protectionniste.

Pour réduire le déficit commercial et rapatrier les emplois manufacturiers, le président américain a imposé des tarifs douaniers plus élevés sur les importations à la plupart de ses partenaires commerciaux, et ce, dans différents secteurs.

Il a également exprimé son intention de renégocier l'ACEUM avant son terme et de réduire les impôts sur les gains en capital pour stimuler les investissements et la croissance économique.

Principaux impacts

- L'approche du président Trump a des répercussions directes sur certaines entreprises en activité au Québec. Celles-ci doivent s'adapter aux changements dans les accords commerciaux, aux fluctuations de coûts liées aux tarifs et à des défis supplémentaires pour accéder au marché américain.
- Les réductions d'impôts sur les gains en capital aux États-Unis pourraient entraîner un déplacement des capitaux du Canada vers les États-Unis, surtout si le Canada adopte des politiques fiscales moins favorables aux investisseurs.

Opportunités

- Les défis posés par les politiques protectionnistes américaines encouragent une plus grande collaboration entre les provinces et territoires pour créer un marché intérieur plus intégré et résilient.
- Les politiques de l'administration Trump ont permis d'amorcer des discussions et des négociations avec d'autres partenaires internationaux dans le but de conclure de nouveaux accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux.
- Le Canada est le seul pays à avoir des accords commerciaux avec l'ensemble des pays du G7. Des opportunités commerciales peuvent potentiellement être réalisées si ces accords sont compris et maîtrisés.

Conseils pratiques

- **Analyse des risques :** Les négociations commerciales avec vos partenaires américains peuvent être complexes dans le contexte actuel. Il est essentiel de réaliser une analyse des risques pour identifier les vulnérabilités de votre entreprise et anticiper les impacts des politiques commerciales agressives.

- **Évaluation des impacts des tarifs douaniers :** Il est crucial d'évaluer l'impact des tarifs douaniers sur vos coûts et marges bénéficiaires. Identifiez les produits les plus vulnérables et envisagez des stratégies pour réduire ces coûts, comme la diversification des fournisseurs ou l'optimisation des chaînes d'approvisionnement.

- **Stratégies de mitigation des risques :** Envisagez des stratégies proactives pour réduire l'impact des tarifs douaniers, telles que la négociation avec les fournisseurs pour obtenir des prix plus bas ou des conditions de paiement plus favorables, et l'optimisation des processus douaniers pour minimiser les délais et coûts supplémentaires.

- **Filiale américaine :** Pour les groupes qui détiennent ou considèrent l'acquisition d'une filiale américaine, celle-ci pourrait vous permettre d'atténuer l'effet de nouveaux tarifs. Un plan devrait être établi afin de rediriger et concentrer le plus possible sur cette filiale américaine, la production destinée au marché américain.

- **Plans de contingence :** De manière plus générale, soyez flexible et adaptez vos stratégies aux évolutions politiques et économiques. Préparez des plans de contingence pour les perturbations, y compris des scénarios de résilience et de gestion des risques. Intégrez des mécanismes de résolution des différends.

Des questions ?

Carl Bélanger
Associé | Droit des sociétés et droit commercial | Fusions et acquisitions
+1 514 397 4332
cbelanger@fasken.com

Henrick Simard
Associé | Droit des sociétés et droit commercial
+1 418 640 2004
hsimard@fasken.com

Paul Cabana
Associé | Fiscalité
+1 514 397 5213
pcabana@fasken.com

LES TARIFS DOUANIERS : VOS QUESTIONS – NOS RÉPONSES

Comment les nouvelles politiques commerciales américaines affectent-elles le passage de votre marchandise à la frontière ?

Les contrôles douaniers sont plus stricts, ce qui entraîne des délais supplémentaires pour le dédouanement des marchandises. Vous devez également vous conformer à de nouvelles exigences administratives et documentaires pour prouver l'origine des marchandises et leur conformité en raison des nouvelles politiques tarifaires.

Qui assume les coûts liés aux nouvelles politiques tarifaires américaines ?

Les coûts liés aux nouvelles politiques tarifaires sont principalement supportés par les entreprises importatrices américaines. Lorsqu'elles importent des produits canadiens, elles doivent payer les tarifs douaniers. Ces coûts supplémentaires peuvent ensuite être répercutés sur les consommateurs américains sous forme de prix plus élevés.

Dans quelle mesure les nouvelles politiques tarifaires sont-elles suceptibles d'influencer votre flux de trésorerie, compte tenu des termes de paiement négociés avec nos clients ?

Les nouvelles politiques tarifaires peuvent avoir un impact significatif sur votre flux de trésorerie. Les coûts supplémentaires liés aux tarifs peuvent réduire vos marges bénéficiaires et augmenter vos besoins en fonds de roulement. Si vos termes de paiement avec vos clients ne permettent pas de compenser rapidement ces coûts, vous pourriez avoir à faire face à des tensions de trésorerie. Il est donc primordial de revoir vos termes de paiement et de négocier des conditions plus favorables pour atténuer cet impact.

02. Comment adapter ses contrats commerciaux aux nouvelles politiques américaines ?

Historiquement, les entreprises en activité au Québec ont joui d'une relation commerciale stable et prévisible avec les États-Unis. Cependant, depuis l'arrivée du président Trump au pouvoir, cette stabilité s'est trouvée compromise par son style de gouvernance et ses politiques protectionnistes qui instaurent un climat d'incertitude. Afin de se protéger contre les perturbations potentielles dans leurs échanges commerciaux et d'assurer la prévisibilité de leurs revenus, les entreprises doivent rédiger et négocier des contrats robustes.

Principaux impacts

- Les entreprises dont les contrats ne sont pas adaptés à cette situation risquent de faire face à des augmentations imprévues de coûts, des perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement et des litiges commerciaux.

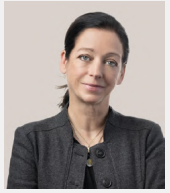
Opportunités

- La situation actuelle impose de bien réviser les contrats en cours et d'élaborer la stratégie de négociation des contrats à venir. Une approche proactive dans la rédaction des contrats permettra de minimiser les risques financiers et de maintenir des relations commerciales solides malgré l'incertitude ambiante. Il s'agit d'un bon moment pour envisager la diversification des sources et provenances des approvisionnements.

Conseils pratiques

- **Évaluation des risques :** Évaluez les risques de vos ententes et contrats commerciaux en cours sur le fondement de critères tels que la concentration géographique de vos fournisseurs, les fluctuations de votre main-d'œuvre et les responsabilités des parties vis-à-vis les formalités d'importation et le paiement des divers tarifs et taxes relatives aux importations. Une bonne révision des contrats en cours est recommandée afin d'évaluer si les dispositions peuvent avoir des répercussions importantes sur vos pratiques d'affaires, notamment en lien avec l'impact des tarifs sur vos prix et revenus et votre capacité à maintenir vos relations d'affaires.
- **Renforcement des contrats commerciaux :** Portez une attention particulière aux clauses relatives au transfert des risques entre acheteur et vendeur, à celles régissant le paiement des taxes et autres droits (dont les droits de douane), à celles pouvant impliquer un partage des risques dus à la fluctuation tarifaire ainsi que toute autre clause pouvant assurer une protection dont les clauses de force majeure et de terminaison. Il est aussi possible de prévoir des révisions de prix afin d'atténuer les risques financiers liés aux variations des tarifs douaniers ou un partage de leurs effets.

Des questions ?



Anne-Marie Naud
Associée | Droit des sociétés et droit commercial | Fusions et acquisitions
+1 418 640 2009
anaud@fasken.com

Paul Cabana
Associé | Fiscalité
+1 514 397 5213
pcabana@fasken.com

03. Comment renforcer la gouvernance de son entreprise face aux nouvelles réalités commerciales ?

Dans un contexte de crise, le rôle des dirigeants d'entreprises et des conseils d'administration est déterminant. L'imposition de droits de douane par l'administration Trump et l'incertitude causée par la menace constante de mesures additionnelles contre les importations canadiennes engendrent des risques importants auxquels ils doivent faire face. Il est primordial d'adopter des actions rigoureuses et réactives ainsi que des procédures et pratiques de gouvernance robustes et adaptées au profil de l'entreprise.

Principaux impacts

- Le contexte incertain nécessite une vigilance accrue et une capacité d'adaptation rapide de la part des équipes de direction qui doivent aborder les risques avec leur conseil d'administration, dont le rôle stratégique devient décisif. Pour demeurer compétitives, les entreprises doivent se questionner à savoir si leurs pratiques de gouvernance sont suffisantes ou si des ajustements sont requis.

Opportunités

- La situation actuelle offre aux entreprises l'occasion de tester leur résilience et leur agilité à s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement économique dans lequel elles évoluent, ce qui leur permettra de repérer et de saisir les opportunités qui se présenteront.

Conseils pratiques

- **Renforcement de la gouvernance :** Les pratiques de gouvernance dans le cours normal des affaires peuvent se révéler insuffisantes, en fonction des circonstances particulières et du profil de risque de l'entreprise.

  Il peut notamment devenir nécessaire de tenir des réunions plus fréquemment et d'envisager la création d'un comité spécial ou ad hoc afin de suivre de près l'évolution de la situation et d'identifier les risques et opportunités qui s'y rattachent. De telles responsabilités peuvent également être confiées à un comité existant, par exemple un comité de gestion des risques.

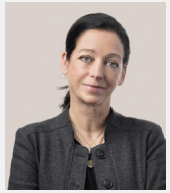
  Assurez-vous que ce comité dispose des ressources et moyens nécessaires pour évaluer les risques et proposer des stratégies d'atténuation. Assurez-vous également que ce comité possède l'information pertinente et à jour pour pouvoir bien travailler. Il est important d'identifier les personnes responsables et les mesures de contrôle qui permettront de livrer l'information pertinente en temps opportun. Des rencontres régulières avec la direction peuvent s'avérer bénéfiques.

- **Décisions importantes :** Des décisions importantes devront être prises par le conseil, et ce faisant, il sera essentiel de considérer les intérêts des parties prenantes, même en situation de crise, afin que les administrateurs puissent adéquatement remplir leur devoir d'agir au mieux des intérêts de l'entreprise. Par exemple, lors de l'élaboration d'un plan de contingence pour faire face aux mesures tarifaires, il sera important d'identifier toutes les parties prenantes susceptibles d'être raisonnablement affectées par le plan (actionnaires, employés, clients, fournisseurs, créanciers, gouvernement, etc.), de considérer leurs attentes raisonnables éventuelles relativement au plan et de s'assurer que le plan demeure raisonnable. Il est également primordial que les administrateurs fassent preuve de diligence, notamment en consultant des experts au besoin, et que chaque décision importante soit bien documentée.

- **Intégration des risques dans les stratégies de gestion :** Intégrez les risques liés aux nouvelles politiques commerciales dans vos stratégies de gestion et de diversification des marchés. Cela inclut la prise en compte des risques dans la planification stratégique, la budgétisation et la prise de décision.

- **Développement de plans de contingence :** Développez des plans de contingence pour faire face aux perturbations potentielles causées par les nouvelles politiques commerciales. Ces plans doivent inclure des scénarios de résilience pour les chaînes d'approvisionnement et des stratégies de gestion des risques financiers.

Des questions ?



Anne-Marie Naud
Associée | Droit des sociétés et droit commercial | Fusions et acquisitions
+1 418 640 2009
anaud@fasken.com

Marie-Christine Valois
Associée | Droit des sociétés et droit commercial | Facteurs ESG et développement durable
+1 514 397 7413
mvalois@fasken.com

04. Comment établir les relations de travail et d'emploi dans un contexte commercial en mutation ?

Les décisions de la nouvelle administration américaine pourraient poser des défis considérables en matière de relations de travail et d'emploi pour les entreprises en activité au Québec, notamment en raison de tarifs douaniers plus élevés et de restrictions commerciales accrues. Ces mesures vont augmenter les coûts des produits qu'importent les États-Unis du Canada, entraînant une hausse des prix pour les consommateurs américains et une possible diminution de la demande pour les produits québécois. En conséquence, les entreprises devront peut-être réduire leurs frais d'exploitation, diversifier leur clientèle ou même envisager la relocalisation de la production des biens et services pour rester compétitives. Ces défis pourraient aussi nécessiter des ajustements importants en matière de gestion des ressources humaines.

Principaux impacts

- Les entreprises en activité au Québec et exportant leurs produits aux États-Unis pourraient voir leurs marges bénéficiaires se réduire et leurs parts de marché diminuer. La diminution des ventes pourrait entraîner une pression accrue sur les coûts de la main-d'œuvre et le taux d'occupation du personnel et obliger les entreprises à revoir leurs stratégies de gestion des ressources humaines pour maintenir leur rentabilité.

Opportunités

- Les entreprises peuvent tirer parti de cette période de changement pour renforcer leurs relations avec les employés et les syndicats. Une communication ouverte et transparente peut aider à maintenir la confiance et à mobiliser les parties prenantes autour des objectifs communs.

Conseils pratiques

- **Planification des ressources humaines :** Évaluez l'impact des nouvelles politiques américaines sur vos effectifs et développez des plans de contingence pour pallier les enjeux de main-d'œuvre. Cela inclut l'identification des postes critiques susceptibles d'être affectés et la mise en place de stratégies adaptées aux nouvelles réalités.

- **Mises à pied :** Envisagez des mises à pied temporaires ou des licenciements selon les besoins. Préparez la documentation nécessaire pour les fins d'emploi individuelles et les licenciements collectifs, le cas échéant, et analysez vos obligations contractuelles et légales pour minimiser les litiges éventuels et les coûts souvent élevés reliés à de telles situations.

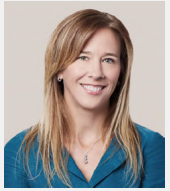
- **Main-d'œuvre temporaire ou à durée déterminée :** Envisagez l'embauche de main-d'œuvre temporaire ou l'octroi de contrats à durée déterminée pour plus de flexibilité. Assurez-vous que les modalités des contrats de travail soient adaptées au contexte et protègent adéquatement votre entreprise.

- **Sous-traitance :** Explorez la possibilité de déléguer certaines tâches à des prestataires externes pour réduire les coûts fixes et mieux gérer les variations de la demande. Assurez-vous que les contrats clarifient les responsabilités de chaque partie. Si votre entreprise est syndiquée, assurez-vous que la convention collective permet la sous-traitance de certaines activités.

- **Négociation avec les syndicats :** Si votre entreprise est syndiquée et que vous devez ajuster les salaires, horaires ou autres conditions de travail, discutez avec le syndicat de la possibilité de rouvrir la convention collective. Cela pourrait vous aider à maintenir vos opérations pendant cette période de fluctuations tout en préservant de saines relations de travail.

Des questions ?

Jean-François Cloutier
Associé | Droit du travail et de l'emploi
+1 514 397 5201
jcloutier@fasken.com



Magali Cournoyer-Proulx
Associée | Droit du travail et de l'emploi
+1 514 397 5266
mproulx@fasken.com

Laurence Déry
Associée | Droit du travail et de l'emploi
+1 418 640 2003
ldery@fasken.com

05.
Comment se préparer aux changements dans les politiques d'immigration ?

Depuis son retour à la présidence, Donald Trump a réitéré ses positions fermes en matière d'immigration, similaires à celles de son premier mandat. Sa politique vise principalement à renforcer la sécurité aux frontières et à réduire le nombre d'immigrants entrant aux États-Unis.

L'une des premières actions de la nouvelle administration a été de signer un décret visant à mettre fin à la citoyenneté de naissance pour certains enfants nés aux États-Unis de parents non-résidents permanents ou citoyens américains. Cependant, cette action est contestée et devra faire face à des défis juridiques importants, car elle remet en question l'interprétation du 14e amendement de la Constitution américaine.

Parmi les autres mesures de l'administration Trump figurent l'intensification des opérations de déportation, la limitation des programmes de protection ainsi que la réduction des quotas de réfugiés admis sur le sol américain.

Trump a également mis en place des restrictions plus sévères pour les demandeurs d'asile et a promis de construire davantage de barrières physiques à la frontière sud des États-Unis. Ces actions s'inscrivent dans une volonté de renforcer le contrôle des frontières et d'assurer la souveraineté nationale.

Principaux impacts

- La réduction prévue des cibles d'immigration par l'administration Trump, combinée aux changements majeurs apportés en 2024 par le gouvernement canadien aux programmes d'immigration, risque d'affecter le marché du travail en Amérique du Nord. Cela pourrait entraîner une augmentation des coûts de main-d'oeuvre pour les entreprises canadiennes ainsi que l'adoption de nouvelles stratégies pour la planification des effectifs.
- L'urgence nationale déclarée à la frontière sud des États-Unis pourrait également affecter la capacité des agents frontaliers des États-Unis à traiter des demandes de visas de travail aux frontières canado-américaines, affectant la mobilité de professionnels canadiens vers les États-Unis.
- Les politiques d'immigration plus strictes de Trump risquent d'engendrer un afflux de demandeurs d'asile au Québec et ailleurs au Canada. Les services d'immigration aux frontières devront s'adapter pour gérer cet afflux.

Opportunités

- Certaines entreprises canadiennes pourraient profiter d'un afflux accru de demandeurs d'asile entrant au Canada. Cependant, les employeurs doivent être conscients du statut précaire associé au processus de demande d'asile, particulièrement pour les demandeurs qui ont séjourné aux États-Unis avant leur arrivée au Canada.

Conseils pratiques

- **Planification des ressources humaines:** Évaluez l'impact des nouvelles politiques d'immigration sur vos effectifs et développez des plans de contingence pour pallier les changements soudains dans les politiques d'immigration. Cela inclut une révision de la stratégie de recrutement de travailleurs étrangers et l'identification des postes critiques susceptibles d'être affectés.

- **Formation et sensibilisation :** Formez vos partenaires d'affaires en ressources humaines sur les nouvelles réglementations en matière d'immigration et leurs implications. Des formations régulières permettront de minimiser les risques de non-conformité pour votre organisation et d'optimiser la gestion des ressources humaines.

Des questions ?

Elisabeth Bouffard
Avocate | Droit du travail et de l'emploi | Immigration
+1 418 640 2043
ebouffard@fasken.com

Stephanie Heinsohn-Spiropoulos
Avocate | Immigration
+1 514 657 2769
sheinsohn@fasken.com

06. Comment naviguer dans les incertitudes créées par les nouvelles politiques environnementales et énergétiques pour demeurer compétitif ?

Sur le plan environnemental et énergétique, le président Trump a déclaré une urgence nationale pour augmenter la production nationale de pétrole et d'autres formes d'énergie fossile. Il a pris des mesures pour réduire les réglementations et encourager l'exploitation des ressources naturelles, notamment en Alaska. Il a également annoncé la fin des incitations fédérales pour les véhicules électriques et l'arrêt des objectifs d'émissions fixés par l'Environmental Protection Agency (EPA). De plus, le président Trump a ordonné le retrait immédiat des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat.

Principaux impacts

- Ces politiques créent une incertitude pour les entreprises du secteur des énergies renouvelables et des technologies vertes et peuvent compliquer leur intégration du marché américain.
- De manière générale, les entreprises américaines bénéficient de coûts de conformité environnementale réduits, leur donnant un avantage concurrentiel sur les entreprises en activité au Québec qui doivent respecter des normes plus strictes.

Opportunités

- Les entreprises peuvent tirer parti des coûts de conformité environnementale réduits aux États-Unis pour optimiser leurs propres opérations. Cela peut inclure l'adoption de pratiques de gestion de l'énergie plus efficaces et la réduction des coûts opérationnels tout en maintenant des normes environnementales élevées.

Conseils pratiques

- **Conformité aux normes environnementales :** Même si les États-Unis adoptent des politiques moins strictes, de nombreux autres marchés, notamment en Europe et en Asie, continuent de renforcer leurs normes environnementales. Maintenez des normes environnementales élevées pour rester compétitif et répondre aux attentes des consommateurs et des régulateurs. Adopter les meilleures pratiques en matière de conformité environnementale aide à minimiser les risques juridiques et les sanctions potentielles, même dans un contexte de déréglementation.
- **Collaboration avec les parties prenantes :** Travaillez en étroite collaboration avec les parties prenantes, y compris les clients, les fournisseurs, les Premières Nations et les législateurs pour anticiper et répondre aux changements dans les politiques environnementales. Cela peut inclure la participation à des initiatives sectorielles, la communication proactive des efforts environnementaux et la recherche de soutien pour les projets verts.

- **Veille juridique proactive :** Adoptez des outils permettant d'anticiper les changements dans les politiques environnementales et d'y répondre. Cela peut inclure des avis juridiques sur les nouvelles réglementations, des stratégies de conformité et des plans d'action pour les projets verts.

- **Clauses de force majeure :** Incluez des clauses de force majeure dans vos contrats pour couvrir les risques liés aux incidents environnementaux et aux changements de politiques. Ces clauses peuvent protéger votre entreprise en cas de perturbations imprévues.

Des questions ?

Pierre-Olivier Charlebois
Associé | Droit de l'environnement et énergie
+1 514 397 5291
pcharlebois@fasken.com

André Turmel
Associé | Droit de l'énergie et des ressources naturelles | Droit des changements climatiques
+1 514 397 5141
aturmel@fasken.com

Jean-Philippe Therriault
Associé | Droit de l'environnement
+1 514 397 5103
jtherriault@fasken.com

07. Comment s'adapter aux nouvelles approches de l'administration américaine en matière de réglementation des technologies ?

Depuis son retour au pouvoir, l'administration Trump a adopté différentes mesures visant à assouplir les exigences réglementaires en matière de protection des renseignements personnels et cybersécurité, préférant encourager les améliorations volontaires du secteur privé plutôt que d'imposer des exigences strictes. Cette approche vise à alléger les contraintes pour les entreprises technologiques et les organisations fournissant des services essentiels. Par ailleurs, l'administration Trump envisage de mener des actions plus agressives contre les cyberadversaires étrangers.

Principaux impacts

- La déréglementation en matière de protection des renseignements personnels peut réduire les coûts de conformité pour les entreprises américaines, leur donnant un avantage concurrentiel sur les entreprises en activité au Québec qui doivent respecter des normes plus strictes.
- Les différences dans les approches réglementaires entre le Canada et les États-Unis peuvent compliquer les relations commerciales et les partenariats en créant une disparité entre les normes applicables. Les entreprises doivent naviguer dans un environnement réglementaire fragmenté, ce qui peut entraîner des inefficacités et des coûts supplémentaires.

Conseils pratiques

- **Conformité réglementaire :** Même si les nouvelles orientations favorisent des améliorations volontaires, il est important de rester au fait des exigences réglementaires propres à votre secteur d'activité. Assurez-vous d'être en conformité avec toutes les lois et réglementations applicables.
- **Évaluation des fournisseurs :** Effectuez des évaluations de cybersécurité de vos fournisseurs avant de signer des contrats. Assurez-vous qu'ils respectent des normes de sécurité élevées et qu'ils ont des politiques de cybersécurité robustes en place.
- **Clauses contractuelles :** Incluez des clauses d'indemnisation et de remédiation dans les contrats avec les fournisseurs pour vous protéger en cas de violation de données ou de non-conformité de leur part.

Des questions ?

Jocelyn Auger
Associé | Technologies de l'information | Intelligence artificielle
+1 514 397 7694
jauger@fasken.com

Kateri-Anne Grenier
Associée | Vie privée et protection des renseignements personnels | Litiges et résolution de conflits
+1 418 640 2040
kgrenier@fasken.com

Julie Uzan-Naulin
Associée | Vie privée et protection des renseignements personnels
+1 514 871 5967
juzan@fasken.com

08. Comment maintenir sa compétitivité face aux initiatives technologiques de l'administration Trump ?

Le président Trump a annulé l'ordre exécutif du président Biden qui imposait des garde-fous pour promouvoir le développement responsable d'outils d'intelligence artificielle. Il privilégie une politique axée sur l'innovation, visant à minimiser l'intervention gouvernementale pour accélérer l'avantage technologique des États-Unis. Trump a également souligné l'importance de maintenir le leadership américain en matière d'IA face à la concurrence mondiale, notamment celle de la Chine. Or, une jeune pousse chinoise a démontré que la Chine ne se laisserait pas si facilement distancer dans ce domaine, en développant des assistants IA performants à des coûts bien moindres que les initiatives américaines.

Le président Trump a également nommé à des postes clés des personnalités favorables au secteur des cryptomonnaies et exprimé son désir d'adopter des politiques encourageant la déréglementation dans ce secteur. En contraste avec l'administration précédente, qui exprimait le désir de mieux contenir les grandes entreprises de la technologie, la nouvelle administration américaine s'est résolument rapprochée de celles-ci. De plus, la nouvelle administration envisage d'encourager les investissements dans le secteur technologique, comme en témoigne l'appui personnel du président à un projet majeur visant le développement de centres de données à grande échelle destiné à supporter la croissance exponentielle du secteur de l'IA aux États-Unis.

Principaux impacts

- La déréglementation prévue par l'administration Trump pourrait accélérer le développement et la commercialisation de nouvelles technologies aux États-Unis, mettant une pression supplémentaire sur les entreprises en activité au Québec pour innover rapidement et rester compétitives.
- Un projet majeur, prévoyant jusqu'à 500 milliards de dollars d'investissements en centres de données spécialisés pour l'intelligence artificielle, risque de détourner une partie des capitaux qui auraient pu être dirigés vers le Canada pour le développement de centres de données et d'infrastructures.
- La création d'un environnement réglementaire plus favorable aux industries technologiques émergentes pourrait inciter certaines entreprises en activité au Québec à envisager de déplacer leurs opérations ou d'établir des filiales aux États-Unis pour bénéficier de ces conditions avantageuses. Les États-Unis sont par ailleurs généralement considérés comme n'offrant pas le même niveau de protection des renseignements personnels, ce qui oblige les entreprises canadiennes voulant utiliser ces infrastructures technologiques à mettre en place des mesures supplémentaires de protection.

Opportunités

- Les entreprises spécialisées dans l'IA, l'infonuagique et la cybersécurité pourraient bénéficier de partenariats et de collaborations transfrontalières en tirant parti des ressources technologiques avancées et des réseaux de distribution étendus offerts par les géants technologiques américains.
- Les entreprises technologiques en activité au Québec peuvent s'inspirer d'initiatives étrangères innovantes. Par exemple, une jeune pousse chinoise a démontré qu'il est possible de créer des assistants IA performants avec un budget limité et des semi-conducteurs moins avancés, prouvant ainsi qu'il y a encore de la place pour l'innovation locale.

Conseils pratiques

- **Propriété intellectuelle :** Assurez-vous de protéger vos innovations technologiques par des brevets, des marques de commerce, des droits d'auteur ainsi qu'à titre de secrets de commerce. La protection de la propriété intellectuelle est cruciale pour maintenir un avantage concurrentiel et éviter les litiges.

- **Veille technologique et juridique :** Mettez en place une veille technologique et juridique pour suivre non seulement les évolutions réglementaires, mais aussi les avancées technologiques pertinentes. Cela vous permettra d'anticiper les changements et d'adapter vos stratégies en conséquence.

- **Collaboration avec des experts :** Collaborez avec des experts en réglementation et en technologie pour rester au fait des meilleures pratiques et des exigences légales. Cela peut inclure des consultations régulières avec des avocats spécialisés et des professionnels de la cybersécurité.

Des questions ?

Jocelyn Auger
Associé | Technologies de l'information | Intelligence artificielle
+1 514 397 7694
jauger@fasken.com

Jean-Philippe Mikus
Associé | Agent de marques de commerce | Propriété intellectuelle
+1 514 397 5176
jpmikus@fasken.com

Sébastien Roy
Associé | Agent de marques de commerce | Propriété intellectuelle
+1 418 640 2073
sroy@fasken.com

Julie Uzan-Naulin
Associée | Vie privée et protection des renseignements personnels
+1 514 871 5967
juzan@fasken.com

09. Comment se préparer à d'éventuels litiges commerciaux et développer des stratégies de résolution de conflits transfrontaliers ?

Les politiques actuelles de l'administration américaine sont susceptibles de déstabiliser les relations commerciales privées entre les ressortissants des États-Unis et du Canada. Les nouvelles mesures protectionnistes et les restrictions accrues sur les investissements transfrontaliers compliquent les transactions et créent un climat d'incertitude pour les entreprises, ce qui favorise les différends contractuels. Les litiges commerciaux risquent donc de se multiplier, nécessitant une vigilance accrue et une adaptation stratégique de la part des entreprises pour naviguer dans ce nouvel environnement réglementaire.

Principaux impacts

- Les litiges commerciaux sont susceptibles de devenir plus fréquents sous l'administration Trump, car sa politique protectionniste crée un environnement commercial plus conflictuel. Il est donc probable que les tensions dans les relations commerciales entre les entreprises canadiennes et américaines s'intensifient, entraînant une augmentation des différends juridiques.

Opportunités

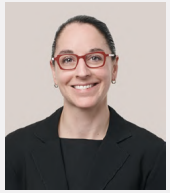
- La résolution efficace des conflits peut renforcer les relations commerciales et améliorer la confiance entre les partenaires commerciaux. Cela peut conduire à des collaborations plus solides et à des opportunités de croissance à long terme.

Conseils pratiques

- **Analyse des risques :** Identifiez et évaluez les risques de litiges commerciaux. Cela inclut la revue des contrats et des accords commerciaux pour s'assurer qu'ils sont clairs et complets. Une analyse proactive permet de prévenir les conflits avant qu'ils ne surviennent.
- **Clauses de résolution des conflits et de juridiction :** Incluez des clauses spécifiques de résolution des conflits dans vos contrats commerciaux. Cela peut inclure des clauses de médiation, d'arbitrage et de juridiction pour définir clairement les processus de résolution des litiges. Précisez également dans vos contrats quelle juridiction sera compétente en cas de litige. Cela permet de réduire les incertitudes et de clarifier les attentes des parties.
- **Demeurez vigilant :** Advenant la naissance d'un différend avec un cocontractant, soyez proactif et anticipez toute tentative de « forum shopping » par lequel celui-ci s'empresserait de saisir les tribunaux dans la juridiction la plus favorable à ses intérêts.
- **Faites appel à des experts :** Faites appel à des avocats dont la pratique se concentre sur le droit commercial et la résolution de conflits transfrontaliers. Leur expertise peut vous aider à naviguer dans les complexités juridiques et à élaborer des stratégies efficaces.

- **Mise à jour régulière :** Assurez-vous que vos équipes juridiques et commerciales sont régulièrement informées des évolutions réglementaires et des tendances en matière de résolution des conflits transfrontaliers.

Des questions ?



Annie Bernard
Associée | Litiges et résolution de conflits | Droit de la construction
+1 514 397 5175
abernard@fasken.com

Mathieu Leblanc-Gagnon
Associé | Litiges et résolution de conflits
+1 418 640 2036
mleblancgagnon@fasken.com

Liste des mesures d'aide aux entreprises pour faire face aux tarifs douaniers

En cette période d'instabilité causée par les tarifs douaniers américains, les entreprises en activité au Québec peuvent compter sur un ensemble de mesures de soutien spécialement conçues pour les aider à s'adapter, renforcer leur compétitivité et diversifier leurs marchés. Découvrez comment ces programmes peuvent soutenir la croissance et la résilience de votre entreprise :

Au Québec :

- Programme FRONTIÈRE : Ce programme vise à maintenir les activités et les liquidités des exportateurs à court terme, permettant ainsi d'ajuster leur modèle d'affaires ou leur chaîne d'approvisionnement.
- Programme ESSOR : Destiné à renforcer l'innovation et la productivité des entreprises manufacturières, ce programme aide à diversifier les marchés et à assurer la croissance.
- Appel de projets Formation pour la résilience et la compétitivité en emploi : Ce programme permet de développer les compétences de la main-d'œuvre des entreprises touchées par les tarifs douaniers.
- Solution de financement et d'accompagnement Panorama : Ce programme soutient les besoins en fonds de roulement pour réaliser des projets visant à augmenter ou diversifier les ventes au Canada et à l'international (hors États-Unis).
- Initiative grand V : Cette initiative vise à stimuler les investissements et à accélérer le virage vers l'innovation et la productivité durable. Elle propose un financement flexible et un accompagnement technologique pour soutenir l'implantation de projets innovants et durables.
- Le Programme d'aide aux entreprises québécoises souhaitant hausser leur productivité ou opérer un pivot stratégique vers de nouveaux marchés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) : Ce programme offre un financement flexible pour soutenir les projets d'investissement sans augmenter la dette ou diluer le capital des entreprises. Il propose également un accompagnement en transformation technologique et un soutien pour explorer de nouveaux marchés, en s'appuyant sur le vaste réseau de la CDPQ.

Partout au Canada :

- Programme d'aide au commerce extérieur : Géré par Exportation et développement Canada (EDC), ce programme fournit 5 milliards de dollars supplémentaires sur deux ans pour aider les exportateurs canadiens à conquérir de nouveaux marchés et surmonter les difficultés liées aux droits de douane.
- Prêts à taux préférentiels : La Banque de développement du Canada (BDC) offre 500 millions de dollars sous forme de prêts à taux préférentiels pour soutenir les entreprises touchées par les droits de douane, ainsi que celles présentes dans leurs chaînes d'approvisionnement.
- Financement agricole Canada : Un nouveau financement de 1 milliard de dollars est octroyé pour réduire les obstacles financiers dans l'industrie agricole et alimentaire canadienne, permettant aux entreprises d'accéder à plus de liquidités.
- Programme de travail partagé de l'assurance emploi : Ce programme permet aux employeurs d'éviter de licencier des employés en prolongeant la période d'admissibilité à 76 semaines, offrant ainsi une solution temporaire aux difficultés financière.
- Ministère des Finances Canada - Politique des finances et des échanges internationaux : Processus de demande de remise des droits de douane applicables à certains biens provenant des États-Unis.

Conclusion

L'avenir des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis reste en mouvance, mais cette réalité peut être une source d'innovation et de résilience. La clé du succès réside dans la capacité à rester flexible, informé et prêt à s'adapter aux nouvelles réalités du commerce international.

Les entreprises qui anticiperont les changements, diversifieront leurs marchés et investiront dans des technologies avancées seront mieux positionnées pour prospérer malgré les turbulences.

Nous espérons que les pistes de réflexion offertes dans ce guide vous aideront à aborder les défis avec confiance et tirer profit des opportunités. Ensemble, nous pouvons sécuriser l'avenir de vos entreprises et contribuer à un futur prospère pour le Québec.

Bonne chance et bon succès !

Pour nous suivre

FASKEN
Traçons l'avenir

Vos principaux contacts

Véritable partenaire d'affaires, Fasken peut vous aider à naviguer dans un environnement complexe et en constante évolution en vous offrant des stratégies sur mesure et des conseils juridiques de haut niveau.

MONTRÉAL
François Brais
Associé directeur |
Région du Québec
+1 514 397 5161
fbrais@fasken.com

QUÉBEC
Vincent Girard
Associé directeur |
Bureau de Québec
+1 418 640 2020
vgirard@fasken.com